

REFERENCES

- 1) Gas D'aujourd'hui, Revue de l'Association Française du Gaz (AFG), "Perspectives de l'offre Gazière en Europe" rédigé par Patrick DE VRIES, Directeur Gaz Electricité et autres énergies de TotalFinaElf, Bulletin de l'Industrie Pétrolière (BIP) 0681 du 20/08/2002.
- 2) CHEROU Boudjedra, PhD SONATRACH "Le Gaz Naturel Argentin dans l'équation Européenne", à la lumière de la Directive Européenne, présentée en Mars 2002 à la Direction Générale de SONATRACH.
- 3) "History of US Gas Market Deregulation", Paris 2000/2002.
- 4) "Natural Gas Markets in the UK in Public Policy For the Private Sector, Note 138, Mars 1998.
- 5) Rapport Final sur la "Stratégie Européenne de Sécurité d'Approvisionnement Énergétique", Commission Européenne, 2002.
- 6) "Politique Économique et Commerciale du Gaz Naturel, CNUCED Info Com : Informations sur les produits du gaz naturel, 4008/2002.
- 7) Michel MATHEU, Chef du Service Énergie, Commissariat Général du Plan, Séance session du cycle de conférences de politique énergétique, "Comparaison Européenne des systèmes de régulation des industries énergétiques", 14/09/2002, 11/10/2002.
- 8) "La crise de l'énergie aux États-Unis d'Amérique", sources : Institut Français du Pétrole, Penesane 2002, dans BIP n° 0553 du 11/02/2002.
- 9) "Rapport Final sur le Livre Vert 'Vers une Stratégie Européenne de Sécurité d'Approvisionnement Énergétique', BIP du 06/09/2002.
- 10) "L'Europe à l'ère de l'énergie", Paris 2002, 25/09/2002.
- 11) "La Dérégulation du Marché Gazier Européen analysée par les dirigeants de l'industrie du Gaz", BIP n° 0458 du 29/10/2001.

ALGERIE : un commerce sans développement

Par Mr. SOUAK Arezki

Introduction

La France coloniale comme l'Algérie indépendante, ont rapidement trouvé dans le secteur des hydrocarbures, une manne à exploiter rapidement et fortement. En effet, la première avait mise sur le pétrole et la gaz saharien pour réduire sa dépendance énergétique (1), pour la seconde cette richesse devait permettre la promotion d'une industrialisation pour sortir du sous-développement ; en définitif, elle a permis de pérenniser un régime technobureaucratique rentier.

A la veille de l'indépendance la structure du commerce extérieur était dominée par les échanges de produits agricoles et agroalimentaires ou la viticulture occupait une place non négligeable. Très rapidement, les hydrocarbures vont élargir leur part dans les exportations tandis que les produits agricoles et agroalimentaires, devant l'échec des politiques agricoles vont élargir la leur, dans les importations. Aujourd'hui, l'Algérie est un pays mono-exportateur d'hydrocarbures, un pays fortement importateurs de produits agricoles, agroalimentaires et de biens d'équipements. Cette dernière caractéristique traduit le double échec, celui de l'industrialisation et de la révolution agraire.

L'analyse du commerce nécessite d'abord un exposé factuel pour présenter l'évolution des principales catégories selon les différentes périodes significatives. Elle nécessite ensuite de voir son incidence sur la construction d'un système productif national. Nous aurons aimé commencer l'analyse du commerce extérieur algérien depuis 1967, date du lancement du pré-plan de développement national, pour voir dans le détail les changements structurels. Les données recueillies nous semblent assez incohérentes selon les sources et fragmentaires pour mener une analyse constructive. Cette incohérence est surtout liée aux variations du taux de change et donc aux fluctuations qu'a connu le dinar algérien durant cette longue période et à l'inflation (2). Aussi,

(1) Les accords d'Evian permettaient la vente à l'ex-Métropole du pétrole et du gaz à des prix plus rémunérateurs que le cours mondial.

(2) Évolution de l'inflation.

Années	1989	1990	1991	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
In %	18,3	23,8	33,2	31,5	29,78	18,69	5,73	4,95	2,64	3,0	4,3

de manière globale le commerce extérieur sera analysé durant la période 1980-2001 parce que d'une part, nous n'avons utilisé que des données exprimées en dollars américains courants (1) et d'autre part parce l'année 1980, notre année de base, a été celle du changement politique (2). Dans le détail, cette analyse se fera en fonction de la qualité des séries disponibles.

Le commerce extérieur de l'Algérie est caractérisé par trois travers que risquent d'aggraver le libre-échange et l'ouverture vers l'O.M.C. Ces travers et l'incidence l'ouverture économique sur le commerce extérieur algérien seront les chapitres que nous développerons.

- I) la stagnation des importations.
- II) la dépendance
- III) la mono exportation

Enfin, une analyse du commerce extérieur ne peut être dispensée d'une présentation de l'évolution économique générale du pays.

Chapitre préliminaire : Le contexte économique général

Nous rappelons brièvement que l'économie algérienne a été transformée assez rapidement grâce à une politique d'investissements massifs durant la période 1967-1977, réalisée essentiellement par l'Etat. Cette politique d'investissements n'a pu être réalisée qu'à la faveur d'une rente pétrolière importante et assez pérenne sur très longue période. D'ailleurs cette même rente a entraîné, dans les années 1980, une politique d'endettement important qui, à la suite des contre-chocs pétroliers dont le dernier, celui de 1994 entraîna l'appel à l'aide du FMI et le rééchelonnement de la dette extérieure.

(1) Nous verrons plus loin, que l'Algérie effectue l'essentiel de son commerce extérieur avec les pays européens. Elle paie ses importations dans leur grande majorité en dollars US, puisque les exportations constituées essentiellement d'hydrocarbures sont facturées en dollars US. Elle a subi, jusqu'en janvier 2002, les fluctuations du dollar US par rapport aux monnaies européennes et depuis cette date celle du dollar US par rapport à l'euro. Naturellement, nous travaillons en chapitres avec des dollars US courants. Nous verrons plus loin dans l'analyse des termes de l'échange, l'importance de travailler avec des données déflatées.

(2) En 1979 le Président Chadli Bendjedid succéda au défunt Houari Boumédiène, et dès 1980, il renoua la politique économique en retenant les investissements importants et en pratiquant une ouverture à la consommation. Il engagea dès 1981, une politique d'achats massifs à l'extérieur, des biens de consommations durables et non durables, dans un programme anti-pénuries (PA.P).

La crise internationale de la dette de 1982 (1), avait attiré l'attention sur la situation de la dette nationale. La conséquence a été un arrêt des prêts internationaux ce qui entraîna un frein à l'investissement industriel public et par conséquence un ralentissement de la croissance de l'offre d'emplois, faisant remonter fortement le volume de chômage, surtout parmi les jeunes. Le premier contre-choc pétrolier de 1986 et la dépréciation du dollar, entraînèrent plus tard les émeutes populaires d'Octobre 1988 au centre desquelles, on retrouve ces jeunes désœuvrés. La poursuite de la crise déboucha sur une période de violence extrême qui n'en finit pas. La relation "pernicieuse" entre la rente pétrolière et son utilisation, la dette extérieure et la détérioration de la situation sociale continue à s'entretenir. Son effet sur le commerce extérieur de l'Algérie, comme nous allons le voir, est important. En effet, la restriction des importations de biens de production dans le secteur public entraîna, pour la première fois depuis l'indépendance, des vagues importantes de licenciements. Le chômage croît plus rapidement pour atteindre à la fin des années 1990, 32% de la population active(2). Rappelons que la population a plus que triplé depuis l'indépendance et que plus d'un algérien sur deux habite la ville. Enfin, comme présenté dans le tableau suivant, le PIB exprimé en dollars courants a fortement baissé depuis 1989 et malgré l'inflation qui a sévi durant les décennies 1980 et 1990 n'a pas récupéré son niveau de 1985.

Tableau n°1 : Evolution du Produit Intérieur Brut.
base 100 = 1985 (en dollars courants).

Années	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
En %	100	102,1	108,8	112,9	99,8	99,1	72,5	82,0	86,3	75,1	73,7	81,6	85,5	85,0	95,5	91,6	91,6

(1) La crise internationale de l'endettement a éclaté en août 1982, lorsque le Mexique, un important débiteur, a décidé d'interrompre ses paiements. Les conséquences immédiates ont été un ralentissement économique assez généralisé ainsi qu'une flambée des taux d'intérêt sur les marchés internationaux, à la suite du resserrement du crédit dans de nombreux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les racines du mal remontent à 1973-1974, lorsque les prix du pétrole se sont mis à grimper, entraînant une expansion sans précédent des prêts internationaux, en particulier sous forme de prêts commerciaux en dollars.

(2) Evolution du taux de chômage en Algérie depuis 1985.

Années	1985	1986	1989	1991	1994	1996	1998	2000
En %	16,00	18,00	19,1	21,0	24,4	28,0	28,02	32,2

1) Evolution du commerce extérieur de marchandises

Le commerce extérieur algérien de marchandises présente trois caractéristiques majeures :

- depuis 1983, nous constatons une quasi stagnation des importations.
- La part dominante des exportations d'hydrocarbures dans les exportations totales de marchandises.
- une balance commerciale dont le solde dépend de la seule variable, le prix du pétrole brut sur le marché international.

Sur la période 1980-2001, l'Algérie a importé en moyenne 9392 millions de dollars U.S de marchandises avec un écart-type de 1978 millions de dollars (soit +/-21%) et exporté pour 12455 millions de dollars avec un écart-type de 3802 millions de dollars (soit +/-34%). Ainsi le solde de la balance commerciale est en moyenne durant cette période de 3027 millions de dollars avec un écart type de 3367 millions de dollars, supérieur à la valeur moyenne, montrant l'importance des fluctuations dans les recettes d'exportations, composées essentiellement d'hydrocarbures.

Nous le verrons plus loin, cet excédent commercial structurel est une nécessité pour compenser les déficits, structurels également, des autres soldes de la balance des paiements.

En millions de \$ us

Période 1980-2001	Moyenne	Ecart-type
Importations	9392	1878
Exportations	12455	3458
Dont : hydrocarbures	11634	3802
Autres	497	141
Solde de la B.C	3027	3367

Le tableau ci-dessous et le graphe suivant présentent l'évolution des importations et des exportations algériennes depuis 1980.

Tableau n°2 : Evolution indiciaire du commerce extérieur de marchandises depuis 1980.

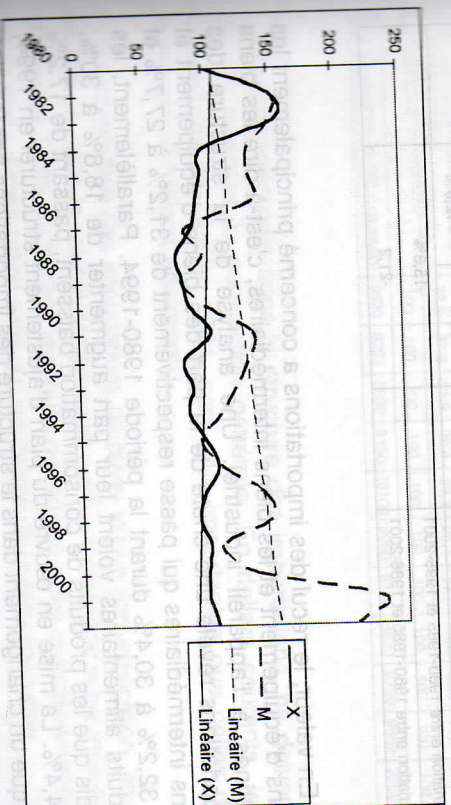
Base 100 = 1980

année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Importations	100	152	155	99	96	92	89	76	80	85	102
Exportations	100	151	150	133	133	136	84	97	79	99	134
Solde B.C	100	-1	-13	80	86	104	-11	50	-2	32	77
année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Importations	81	86	83	95	105	95	91	98	95	96	102
Exportations	130	120	108	93	107	139	145	106	130	230	209
Solde B.C	115	79	60	-6	4	102	140	6	69	317	253

Le graphe présente également, tant pour les importations que pour les exportations, les droites de tendance linéaire respectives.

Graphe n°1 : Evolution des importations et des exportations algériennes depuis 1980

En indices base 100 = 1980



Du tableau et du graphe ci-dessus, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

a) Une compression des importations

Les importations de marchandises qui avaient augmenté plus de 50% en 1981 et 1982 ont baissé sur toute la période sauf durant les années

de la dette et le contre-choc pétrolier de 1986 et l'imprévisibilité du marché du pétrole brut, installèrent depuis la compression des importations, pour subvenir au remboursement du service de dette qui croîtra régulièrement jusqu'à la fin des années 1990.

Durant la période 1980-2001, en valeurs courantes, les importations ont baissé, en moyenne annuelle, de 21,2%. Si l'on considère l'évolution des importations par périodes, la baisse la plus importante (-25%) a eu lieu en 1986-1994. L'action conjuguée du réajustement (1994) et de la hausse du prix du pétrole durant la dernière période (1995-2001), a permis une augmentation de +12,6% du volume moyen des importations atteignant ainsi 9,3 milliards de \$. La remontée constatée durant la période (1995-2001) ne compense pas totalement le recul observé sur la précédente période. La tendance globale est à la baisse comme le montre la courbe. Le niveau atteint par les importations durant la période 1995-2001, est toutefois inférieur de -15,8% par rapport à celui de la période avant le 1er contre-choc pétrolier.

Tableau n°3 Evolution moyenne des importations avant et après les contre-chocs pétroliers

Période	1980-1985	1986-1994	1995-2001	1986-2001
Moyenne annuelle en millions de \$	11098	8295	9341	8753
Variation		-25%	+12,6%	
Variation entre 1980-1985 et 1995-2001			-15,8%	
Variation entre 1980-1985 et 1986-2001			-21,2	

En valeur, le recul des importations a concerné principalement les biens d'équipement et les biens intermédiaires, c'est-à-dire les biens destinés à l'appareil industriel. Une analyse de la structure des importations révèle une chute de la part des biens d'équipement et biens intermédiaires qui passe respectivement de 31,2% à 27,7% et de 32,2% à 30,4% durant la période 1980-1994. Parallèlement, les produits alimentaires voient leur part augmenter de 18,8% à 30%, tandis que les produits de consommation baissent, passant de 17,2% à 14,4%. La mise en œuvre du plan d'ajustement structurel en 1994, marque un changement dans la structure des importations par familles de produits. En effet, nous assistons à des augmentations significatives de la part des biens d'équipement et des biens de consommation qui passent respectivement, de 27,7% à 36,4% et de 11,9% à 14,8%. Parallèlement à ces augmentations nous assistons à des baisses comme celles, des produits alimentaires qui voient leur part passer de 30% à 24,7%, ou encore celles des biens intermédiaires qui reculent respectivement de 30,4% à 24,1%.

L'accroissement de la part des biens d'équipement, ne reflète en aucun cas un dynamisme dans l'investissement, mais couvre surtout les importations de véhicules de transport de personnes et de marchandises après l'installation des concessionnaires de marques étrangères. La chute de la part des biens alimentaires est la conséquence de la chute réelle du pouvoir d'achat. Le plan d'ajustement structurel, au-delà de la compression des consommations des ménages à son niveau le plus bas, comprime également les la demande de biens intermédiaires. A cause de l'ouverture du marché, c'est aujourd'hui l'offre nationale fortement concurrencée par produits d'importations, dans un marché de plus en plus étroit, qui réduit sa demande de produits intermédiaires. D'ailleurs, cela se voit dans les capacités industrielles inutilisées. On estime aujourd'hui le taux d'utilisation des capacités de production (IUC) à moins de 50%.

Tableau n°4 Evolution de la structure des importations, par famille de produits

	1980	1984	1986	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Produits alimentaires	18,8	17,1	20,1	30,0	30,1	26,4	28,6	29,3	26,9	25,2	24,7
Biens d'équipement	31,2	30,5	31,6	27,7	30,1	31,2	26,3	25,3	25,4	23,7	36,4
Biens de consommations	17,2	14,6	14,4	11,9	13,6	16,6	11,4	12,6	14,0	15,2	14,8
Biens intermédiaires	32,8	37,9	33,9	30,4	26,3	25,7	33,7	32,8	33,6	35,9	24,1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Total importations en 106 \$ courants	9596	9235	8530	9150	10100	9090	8130	9820	9730	9662	9760

Ces changements dans la structure des importations, ne doivent pas en masquer la contraction générale. En dollars courants, les importations de l'année 2001, sont plus importantes que celles de 1984 de 610 millions seulement.

La contraction des importations de biens trouve son explication, nous semble-t-il, dans la volonté des pouvoirs publics d'équilibrer la balance des paiements. Cette contraction implique une réduction des investissements à fort contenu d'importation ainsi qu'une baisse de la consommation.

b) la mono exportation

De tous les pays maghrébins l'Algérie est, aujourd'hui, le pays le moins diversifié (1) et celui qui fait le moins d'efforts pour le devenir, comme le montre le tableau suivant :

(1) La mesure de la diversification se calcule par rapport aux variétés de familles de produits exportées. Plus vous êtes éloigné de 1 et plus vous êtes diversifié.

Tableau n°5 : Mesure de la diversification des exportations

	1995	2000	Evolution 1995/2000
Algérie	0,895	0,878	1,90 %
Maroc	0,770	0,745	3,40 %
Tunisie	0,706	0,716	-1,30 %
Israël	0,561	0,577	-2,70 %
Turquie	0,640	0,588	8,80 %
UE	0,356	0,366	-2,70 %
Médiane des 30 pays méditerranéens.	0,512	0,567	9,90 %

Source : Contrade 2001, calculs de l'Institut de la Méditerranée

Les schémas de spécialisation par filière de l'Algérie avec le seul avantage obtenu dans la filière énergétique et les forts désavantages dans la filière agro-alimentaire, la mécanique et la filière chimique montre le chemin de facilité emprunté par l'économie rentière (1). Le tableau ci-dessous, présente en pourcentages, la part du secteur manufacturier dans les exportations de biens des pays maghrébins. Il montre clairement le statut de rentier de l'économie algérienne et l'aggravation de celui-ci depuis 1988.

Tableau 6 - Part du secteur manufacturier dans les exportations de biens (en %)

	Algérie	Tunisie	Maroc
1978	1,0	40,2	20,8
1988	5,3	68,4	53,3
1998	2,7	68,4	64,4
1999	2,8	78,0	68,4

Source CEPIL-CHELEM

Le tableau n°6 ci-dessous a le mérite de mieux présenter qu'être rentier ne signifie que l'on soit riche et que le "syndrome hollandais" qui nous affecte, nous appauvrit tous les jours. En effet, sans pétrole, la Tunisie et le Maroc, ont une capacité d'importation, qui n'a rien à envier à un pays rentier comme le nôtre.

On remarque qu'en 1998, le Maroc, avec une population moindre, a importé pour 1,2 milliards de dollars de plus que l'Algérie. La Tunisie, trois fois moins peuplée a importé pour seulement 1,1 milliards de dollars de moins que l'Algérie. Concernant les biens manufacturés les deux pays voisins, ont importé d'avantage que l'Algérie. Cette situation explique, quelque peu, le marasme économique dans lequel se débat le pays depuis le milieu des années 1980.

Tableau 7 - Échanges des différents pays maghrébins en 1998. (Totaux et par habitant)

population (en millions habitants)	EXPORTATIONS totaux de biens		IMPORTATIONS totaux de biens		EXPORTATIONS de biens manufacturés		IMPORTATIONS de biens manufacturés	
	en millions de \$	Par un habitant en \$	en millions de \$	Par un habitant en \$	en millions de \$	Par un habitant en \$	en millions de \$	Par un habitant en \$
Algérie	29800	11.300	379.200	9.400	315.400	10.100	6.200	211.400
Tunisie	22811	8.900	320.000	10.500	381.100	205.000	7.200	258900
Maroc	9360	6.000	641.000	8.300	886.500	544.900	6.800	728500

Source CEPIL-CHELEM

Le tableau ci-dessus, montre bien que la disponibilité d'une rente pétrolière ruine l'activité productrice de biens satisfaisants tant, aux besoins nationaux que ceux demandés par l'extérieur. Plus encore, la rente pétrolière, met en danger la stabilité sociale, du fait des chocs et contre-chocs pétroliers qui ont d'une part, accentué la mondialisation du marché du pétrole et d'autre part permis la manipulation des prix du pétrole : en 1985 comme en 1998 les cours du pétrole étaient en chute libre pour tomber à un niveau inférieur à celui du premier choc pétrolier de 1973 : 10 dollars le baril. Depuis, les cours ont remonté à 20 dollars et même 28 dollars le baril, déjouant toutes les prévisions.

Cette fluctuation des recettes pétrolières par la manipulation des prix du pétrole brut et du taux de change du dollar US a une conséquence importante sur la souveraineté du pays. En effet, celui-ci perd le contrôle sur sa monnaie (i) et va perdre le contrôle sur ses recettes d'exportation (ii).

i) La valeur de la monnaie nationale fluctue au gré de la volonté des boursiers du marché informel de la devise, de la situation de la balance des paiements du pays et de la variation des taux de change des

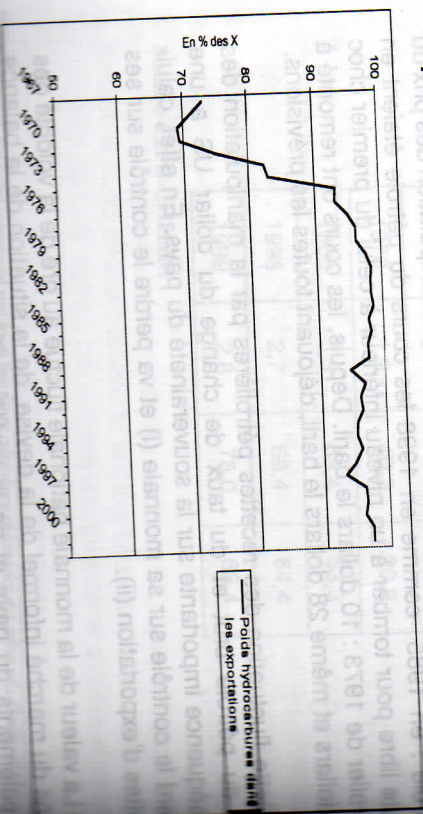
monnaies internationales, essentiellement le dollar US, du fait qu'il est la monnaie du pétrole et que les recettes pétrolières font plus de 97% de nos exportations, 60 % du budget de l'Etat et 47% du PIB. Ce poids immense, du secteur des hydrocarbures dans l'économie nationale la fragilise au point où si " ce secteur s'enrhumme, l'Algérie se grippe ". La conséquence est qu'aujourd'hui, le taux de change des devises appliqué par les banques, devient un handicap à tout investissement productif. Seuls les marchés spéculatifs, ou monopolisés liés à l'importation, peuvent en tolérer le niveau. Ce point donne une première explication au paradoxe que connaît le pays aujourd'hui, même doté d'une réserve de change importante (20 milliards de \$ US), la relance économique ne peut pas être enclenchée.

En fait, l'Algérie est un pays quasi-mono exportateur. Cette situation ne date pas d'aujourd'hui comme le montre le tableau et le graphe suivants :

Tableau n°8 : Poids des hydrocarbures dans les exportations totales

1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
72,9	71	69,1	69,4	74,9	82,3	83	93,2	93,1	95	96	96,1
1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
97,6	98,2	98,2	98,2	98,5	97,7	98	97,3	97,5	94,6	96,7	95,0
1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	
96,2	95,4	95,2	96	94,9	93,4	96,3	96,5	96,2	97,2	97,2	

Graphe n°2 : Poids des hydrocarbures dans les exportations totales



On constate que cette situation s'est installée à partir de l'année 1974 où plus de 90% de nos exportations sont constituées d'hydrocarbures.

Depuis le début de la décennie 1980, la part des hydrocarbures dans les exportations est quasi-stable, toujours supérieure à 95%. Malgré la quasi stagnation apparente dans la structure des exportations de la part des hydrocarbures, la transformation de cette offre est réelle. La politique d'industrialisation engagé en 1967, a mis en place des capacités de raffinage importantes pour soi-disant, subvenir à la demande interne et valoriser le pétrole brut (1).

L'Algérie est un pays mono-exportateur. Les recettes d'exportation sont constituées exclusivement d'hydrocarbures. L'Algérie a exporté en 2001 pour 1909 millions de dollars, constituées à 97,2 % par les hydrocarbures soit 1853 millions de dollars. Cette situation de quasi mono exportateur s'est installée au début des années 1970 où plus de 90% des exportations sont constituées d'hydrocarbures.

La structure périodique des exportations révèle une perte durant la période 1986-1994, en moyenne annuelle, de -25,5% par rapport à la période 1980-1985.

Tableau n°9 : Les exportations annuelles moyennes et leur variation par périodes

Période	1980-1985	1986-1994	1995-2001	1986-2001
Moyenne annuelle en millions de \$ courants	13514	10066	14619	12058
Variation		-25%	+45,2%	
Variation entre 1980-1985 et 1995-2001			+8,2%	
Variation entre 1980-1985 et 1986-2001			-10,7%	

Toutefois, nous constatons qu'entre les deux contre-chocs pétroliers, la baisse moyenne des exportations est la même que celle des importations, (-25,5%). Sur l'ensemble de la période 1980-2001 la baisse des recettes annuelles moyennes des exportations est de 10,7%.

(1) Du fait de la domination des firmes et des Etats des pays consommateurs, le raffinage est, depuis longtemps, devenu peu rentable. Il est arrivé des années où la rentabilité d'un baril de pétrole brut était supérieure à celle de ce même baril raffiné.

Les exportations hors hydrocarbures n'excèdent pas 3% des exportations totales. Elles représentent en 2001, à peine 560 millions de dollars. Ce sont des exportations administrées destinées à des marchés peu compétitifs et au remboursement de la dette envers les ex-pays socialistes européens. La source quasi-unique de devises est et sera pour longtemps encore, les hydrocarbures.

Tableau n°10 : Evolution de la structure des exportations d'hydrocarbures

(En pourcentage du total des exportations)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Pétrole brut	24,6	20,2	19,9	22,9	22,9	21,6
Autres	75,4	79,8	80,1	77,1	77,1	78,4
Dont	23,9	21,2	20,0	20,4	19,0	17,1
Condensats	17,5	17,3	15,2	16,8	15,6	14,8
Produits pétroliers raffinés	6,5	7,5	7,8	9,7	10,1	10,0
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	14,4	18,7	19,7	15,4	15,6	17,5
Gaz naturel liquéfié (GNL)	13,1	15,1	17,4	14,9	16,9	19,1

Source : Ministère de l'Energie et des mines

Parmi ces derniers, la part des produits raffinés régresse du fait de l'accroissement de la demande interne. Cette baisse ira en s'accroissant en l'absence de nouvelles capacités de raffinage. Enfin, les produits gazeux voient leur part augmenter d'année en année.

La baisse brutale et importante des prix du pétrole en 1986, fait entrer le secteur pétrolier mondial dans un cycle d'instabilités. La prévision des prix du pétrole à long terme devient une gageure. N'ayant pas la possibilité de développer dans le moyen terme, d'autres sources de devises, et pour se protéger de la baisse du prix du pétrole, l'Algérie a développé d'une part, un programme de diversification de ses exportations à l'intérieur des hydrocarbures et d'autre part, la volonté d'augmenter les quantités exportées.

Les quotas d'exportation de pétrole brut étant fixé par l'OPEP (1), l'amélioration de l'offre d'exportation à moyen terme, ne peut provenir que du gaz sous les formes GNL, GN et GPL, - à cause des réserves importantes disponibles. L'accroissement des quantités exportées nécessite des investissements importants.

(1) Les quotas sont fixés durant les réunions de l'OPEP. La demande d'augmentation de son quota exige des conditions particulières de marché (augmentation de la demande de pétrole OPEP), et le volume supplémentaire octroyé dépend de l'incidence du poids du pays dans l'échiquier.

Tableau n°11 : Evolution des exportations d'hydrocarbures en volume, par produits

Base 100 = 1997

	1997	1998	1999	2000	2001
Pétrole brut	100	109,2	110,3	123,0	119,5
Condensats	100	99,4	95,6	99,4	97,6
Produits raffinés	100	88,2	93,8	94,4	98,6
GPL	100	114,0	136,0	136,0	162,0
GNL	100	61,4	109,8	112,0	108,3
GN	100	114,1	133,2	142,3	129,0

La Sonatrach, seule et en partenariat avec les firmes pétrolières internationales, réalise un ambitieux programme d'investissements. Elle ambitionne, durant la décennie 2000, de doubler ses capacités d'exportation. Elle investit à cet effet, 5 milliards de dollars environ par an. Les investissements de Sonatrach ont un rôle d'éviction des investissements des autres entrepreneurs, qui n'offrent pas les mêmes garanties. L'application de la loi de 1991 amendement la loi de 1986 portant sur les "contrats partage-production", a permis l'investissement par les firmes étrangères d'environ 4 milliards de dollars dans l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures. Désormais, Sonatrach devra partager de plus en plus ses recettes d'exportation avec les firmes étrangères.

Le projet relatif à la réforme du secteur des hydrocarbures, vise une plus grande libéralisation. Cette dernière est une exigence des autorités américaines (1).

La directive européenne du gaz, en remettant en cause la clause "take or pay" et la clause de destination, contrecarre la volonté du pouvoir politique d'exporter d'avantage de gaz. Cette directive, en remettant en cause les contrats à long terme, reporte les risques des transactions sur le pays producteur. Les investissements gaziers sont très lourds et requièrent l'implication financière des partenaires. La dérégulation du marché européen du gaz, ne peut qu'engendrer des conséquences imprévisibles, sur l'avenir économique du pays.

(1) C'est le message transmis par le secrétaire d'Etat adjoint américain S.W. BODMAN le 25/09/2002 lors de son passage à Alger qui a affirmé "qu'il était temps pour l'Algérie d'adopter la législation internationale dans le secteur des hydrocarbures".

d) Evolution de la balance commerciale

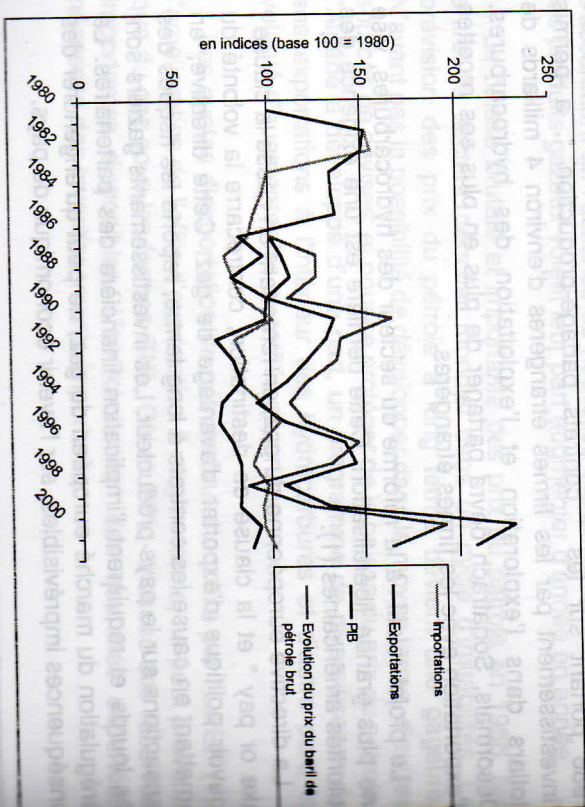
Le solde de la balance commerciale de marchandises dépend essentiellement de la variation du prix du pétrole brut du fait, de la quasi stagnation depuis 1983, des importations.

Tableau n°12 Evolution du solde de la balance commerciale de marchandises

En millions de \$ US		1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Solde de la B.C													
	1970	-1224	-951	4056	-52,1	-5122	3226	3557	4223	-460	2030	-70	1288
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	
	3110	4670	3210	2420	-260	160	4120	5690	234	2812	12858	10280	

Le graphique ci-dessous, montre clairement cette corrélation entre le prix du pétrole et le niveau atteint par les exportations.

Graphique n°3 : Evolution du commerce extérieur de marchandises, du PIB et Prix du pétrole brut.



II) - La dépendance

La dépendance, géographique à l'égard de l'Europe occidentale et économique avec des exportations peu diversifiées et des importations dont les volumes sont difficilement compressibles et enfin, une composition difficile à faire évoluer dans le court terme.

Redoutable tropisme quant on sait que l'Algérie ne représente qu'une infime partie dans le commerce de ses partenaires européens.

Cette situation expose le pays aux chocs externes du fait de la faible diversification de ses marchés d'exportation et des stratégies mises en œuvre par les pays consommateurs, pour continuer de bénéficier de sources d'énergie bon marché.

Pour mesurer cette dépendance nous allons utiliser l'évolution du coefficient de dépendance (1) (a) et du taux d'ouverture (2) (b), du taux de couverture global et par familles de produits (3) (c), l'évolution du terme de l'échange (4) (d) et enfin, le poids de dominant de quelques pays européens.

a) Evolution du coefficient de dépendance

Le tableau ci-dessous qui présente l'évolution du coefficient de dépendance depuis 1985 nous informe sur l'importance des importations dans le Produit Intérieur Brut (PIB) national.

Le graphique ci-dessous tiré de ce tableau, présente clairement la tendance générale de l'aggravation continue de la dépendance de l'économie nationale envers les importations. Comme nous le verrons plus loin, cette aggravation est davantage dû à la régression du revenu national qu'à un accroissement du niveau des importations et cela depuis le rééchelonnement de la dette extérieure en 1994.

(1) Le coefficient de dépendance est le rapport entre les importations et le PIB qui exprime la dépendance du pays relativement aux approvisionnements extérieurs.

(2) Le taux d'ouverture est le rapport entre les exportations et le PIB qui exprime la dépendance du pays relativement aux débouchés extérieurs. Ce taux peut également être calculé pour un pays, par le rapport entre la moyenne de son commerce extérieur (mesuré par la moyenne des exportations (X) et des importations (M)) rapporté à son PIB. Ce taux ressemble beaucoup au coefficient de dépendance : $TO = (X+M)/2 \times 100$

(3) Le taux de couverture calculé, en pourcentage, le rapport entre les importations sur les exportations. Ce rapport traduit comment les importations sont couvertes par les exportations. Sur le long terme, le taux de couverture doit être supérieur à 100 pour l'ensemble des échanges mais également par famille de produits.

(4) Le terme de l'échange, qui calcule le rapport en pourcentage entre le prix moyen des exportations et le prix moyen des importations, mesure dans le temps si le pays améliore la qualité de son offre commerciale internationale, en d'autres termes si l'échange s'enrichit ou l'appauvrit.

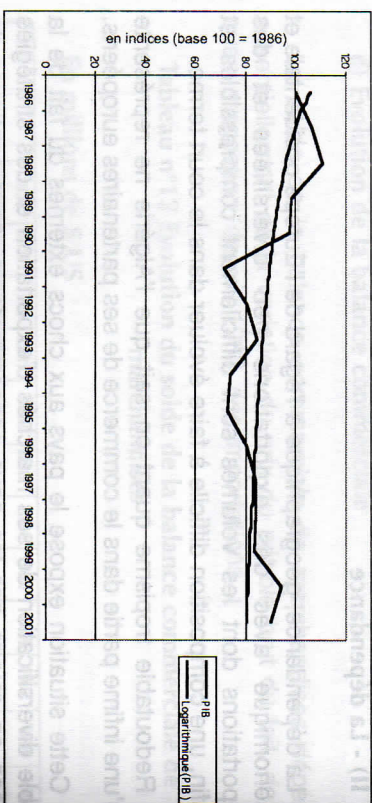
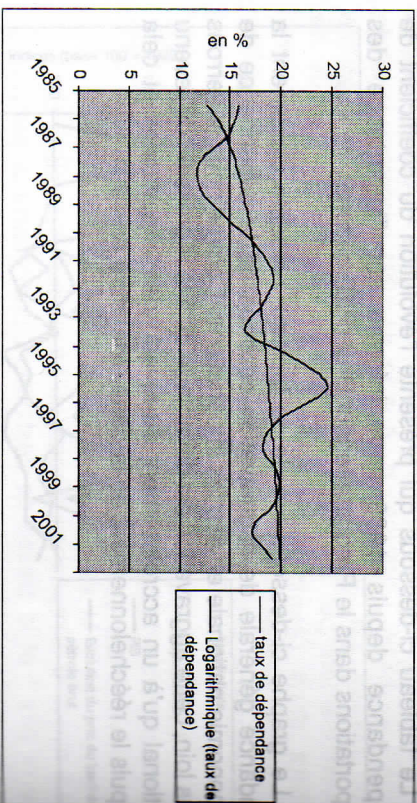


Tableau n°13 : Evolution du coefficient de dépendance (En %)

Graph n°4 : Evolution du coefficient de dépendance et tendance générale



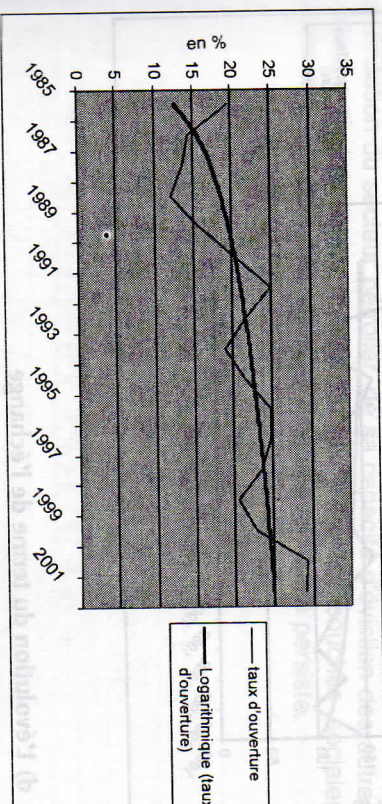
b) Du taux d'ouverture.

L'évolution du taux d'ouverture depuis 1985 montre que l'économie nationale est assez ouverte et que cette ouverture dépasse aujourd'hui celle de certains pays comme les Etats-Unis ou la France. Cette ouverture atteint aujourd'hui environ les 30%. Nous constatons la tendance générale d'une plus grande ouverture dont ne mesure pas encore tous les dangers surtout ceux liés à la mono-exportation.

Tableau n°14 : Evolution du taux d'ouverture

Année	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'ouverture	19,54	14,54	13,63	12,13	15,63	20,44	24,95	21,61	19,08	21,48	24,71	24,64	23,62	20,56	22,83	29,22	29,10
Logarithmique (taux d'ouverture)	1,29	1,16	1,14	1,08	1,19	1,31	1,39	1,34	1,28	1,33	1,39	1,39	1,37	1,31	1,36	1,47	1,46

Graph n°5 : Evolution du taux d'ouverture et tendance générale



c) Du taux de couverture

La couverture des importations par les exportations a depuis 1985 toujours été réalisée sauf lors des années des contre-chocs pétroliers (1986 et 1994). Ainsi, du fait du poids des hydrocarbures dans les exportations totales mais également dans le revenu national, tout ralentissement de l'économie mondiale, ou tout incident sur le marché pétrolier mondial a une répercussion majeure sur l'économie nationale. Le coté accidenté de la courbe ci-dessous, montre bien cette fragilité.

Tableau n°15: Evolution du taux de couverture et tendance générale

Année	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Taux de couverture	147,01	144,61	127,92	99,09	115,73	131,83	160,10	138,67	130,29	97,16	101,58	141,01	153,88	108,61	136,64	230,17	205,33
Logarithmique (taux de couverture)	2,17	2,16	2,10	1,99	2,06	2,12	2,21	2,14	2,11	1,98	2,00	2,15	2,19	2,03	2,14	2,36	2,31

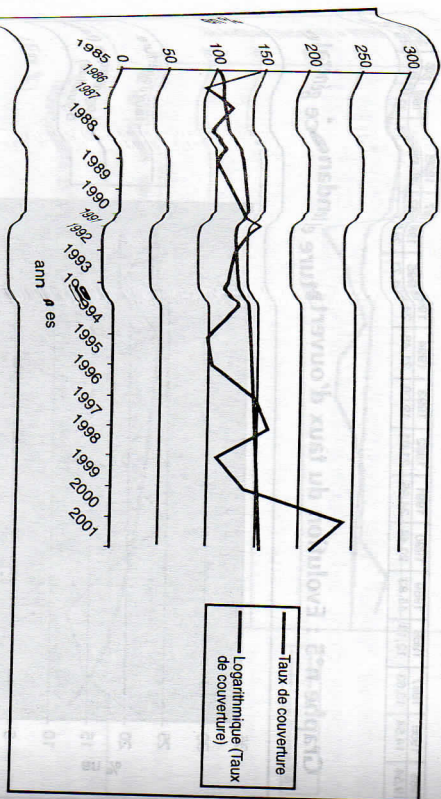
Année	Taux de couverture (%)	Logarithmique (Taux de couverture) (%)
1985	100	100
1986	100	100
1987	100	100
1988	100	100
1989	100	100
1990	100	100
1991	100	100
1992	100	100
1993	100	100
1994	100	100
1995	100	100
1996	100	100
1997	100	100
1998	100	100
1999	100	100
2000	100	100
2001	280	150

Dans le cas particulier, de l'Algérie, les termes de l'échange non pas la même signification que pour les pays ne disposant d'une rente minière. En effet, pour l'Algérie comme tous la majeure partie des pays pétrolier, la question des termes de l'échanges, se résume en fait dans le partage de cette rente entre le pays producteur, les pays consommateur et les compagnies multinationales. Ainsi, l'amélioration les termes de l'échange, ne signifie aucunement un transfert de valeur dans le sens commun, mais seulement un changement dans les rapports de force entre les protagonistes du marché pétrolier. Depuis le premier contre-choc pétrolier, les pays producteurs ont beaucoup perdu de leur poids puisque aujourd'hui, ils ne récupèrent que 10% de la rente contre 30% en moyenne durant la période 1973-1984.

Le commerce n'a pas joué un rôle dynamique dans la croissance économique. Les importations ont été freinées, à la fois pour payer la dette et par l'absence d'une politique de relance économique. Les politiques préconisées par le FMI, montrent tous leurs effets négatifs. Alors que les réserves de change n'ont jamais atteint un niveau aussi élevé, (plus double des importations annuelles), la dette à son niveau le plus bas, l'économie marque le pas et le chômage n'a jamais été aussi important.

Nombres d'auteurs s'accordent pour imaginer que l'accord de libre-échange avec l'Union Européenne, constituera un choc important pour l'économie nationale. Les effets statiques consécutifs à la concurrence accrue ne pourront être compensés que si, d'une part l'accès au marché européen s'améliore, et d'autre part que l'élargissement et la productivité du secteur industriel augmentent. Du fait, de la polarisation du secteur pétrolier, de sa capacité d'éviction des autres secteurs économiques et des enjeux entre les couches sociales dominantes, le pessimisme quant à cette éventualité persiste.

Graphen 6



b) L'évolution du thème de l'échange

dans le cas particulier, de l'Algérie, les termes de l'échange non la même signification que pour les pays ne disposant d'une rente pétrolière. En effet, pour l'Algérie comme tous la majeure partie des pays du monde, la question de la répartition des termes de l'échanges, se résume en fait dans le partage de cette rente entre le pays producteur, les pays consommateurs et les compagnies multinationales. Ainsi, l'amélioration des termes de l'échange ne signifie aucunement un transfert de valeur vers le sens commun, mais seulement un changement dans les parts de l'excédent entre les protagonistes du marché pétrolier. Depuis le premier conflit arabo-pétrolier, les pays producteurs ont beaucoup profité de leur poids politique. Aujourd'hui, ils ne récupèrent que 10% de ce qui leur revenait autrefois, 30% en moyenne durant la période 1973-1984.

Conclusion

Le commerce n'a pas joué un rôle dynamique dans la croissance économique. Les importations ont été freinées, à la fois pour payer la dette et par l'absence d'une politique de relance économique. Les banques préconisées par le FMI, montrent tous leurs effets négatifs. Si que les réserves de change n'ont jamais atteint un niveau aussi élevé (plus double des importations annuelles), la dette à son niveau le plus bas, l'économie marquée le pas et le chômage n'a jamais été important.

Nombres d'auteurs s'accordent pour imaginer que l'accord de libre-échange avec l'Union Européenne, constituera un choc important pour l'économie nationale. Les effets statiques consécutifs à la concurrence accrue ne pourront être compensés que si, d'une part l'accès au marché européen s'améliore, et d'autre part que l'élargissement et la productivité du secteur industriel augmentent. Du fait, de la polarisation du secteur pétrolier, de sa capacité d'éviction des autres secteurs économiques et des enjeux entre les couches sociales dominantes, le pessimisme quant à cette éventualité persiste.

ANNEXES

Tableau n°15 : Evolution du prix moyen du baril algérien

1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
14,8	18,5	16,2	18,5	24,36	20,44	20,05	17,75	16,31	17,58	21,69	19,49	12,94	17,91	28,5	24,85

Tableau n°16 Evolution du commerce extérieur par famille de produits

		(En millions de dollars E.U)				
		1997	1998	1999	2000	2001
Importations						
	Alimentations	2381	2325	2438	2356	2346
	Energie	124	116	119	106	97
	Matières premières	467	496	492	495	445
	Produits semi-finis	1464	1581	1556	1690	1747
	Equipements Agricoles	20	39	76	84	154
	Equipements Industriels	2652	2864	2949	2773	3293
	Biens de consommations	1024	1211	1329	1841	1400
	Total :	8132	8632	8959	9345	9482
Exportations						
	Alimentation	47	33	22	30	30
	Energie	13181	9774	11902	21061	18531
	Matières premières	51	46	44	42	39
	Produits semi-finis	486	255	272	477	413
	Equipement agricole	1	4	24	12	22
	Equipement industriel	29	14	36	47	42
	Biens de consommations	29	18	18	15	14
	Total :	13824	10144	12318	21684	19091
	dont : hors hydrocarbures	643	370	416	623	560
			(En pourcentage)			
En proportion du total des importations						
	Alimentation	29,30	26,90	27,20	25,20	24,70
	Equipements industriels	32,60	33,20	32,90	29,70	34,70
	Biens de consommation	12,60	14,00	14,80	19,70	14,00
En proportion du total des exportations						
	Hors hydrocarbures	4,70	3,60	3,40	2,90	2,90